

*Communiqué de presse*

Lausanne, le 1 décembre 2025

## **Démantèlement progressif du dispositif de subsides à l'assurance-maladie : une attaque en règle contre les classes populaires !**

Le Comité de lutte pour l'automaticité des prestations (CLAP) dénonce fermement les nouvelles attaques prévues contre les subsides à l'assurance-maladie dans le canton de Vaud. **Le Conseil d'État impose quatre mesures qui frapperont de plein fouet les ménages populaires** alors que les primes ont explosé dans le canton :

1. La diminution de la prime cantonale de référence, déjà volontairement sous-évaluée, qui **détricote petit à petit le fameux dispositif des "10%"** (10 mios d'économie).
2. L'**introduction d'un deuxième mois de carence** pour l'octroi des subsides (3,2 mios d'économie).
3. **Une réduction généralisée de tous les subsides de 60 francs par an** pour toutes et tous, par un enfumage autour de la déduction de la taxe environnementale (5,2 mios d'économie).
4. Et enfin une **absence totale d'indexation des montants des subsides** depuis 13 ans (combien de dizaines ou centaines de millions économisés ainsi ?!).

Ces décisions constituent une attaque sans précédent contre notre majorité sociale. **Derrière la technicité de toutes ces mesures se cache une réalité simple : les classes populaires de ce canton paieront cher.** Pourtant, le Canton de Neuchâtel, lui, se montre davantage à la hauteur en ajoutant 10 millions à son dispositif d'aide au paiement de l'assurance-maladie, et en appliquant une procédure de semi-automaticité, sur la base des données fiscales en possession de l'Etat.

La diminution de la prime cantonale de référence aura pour conséquence de baisser mécaniquement la part des personnes concernées par le fameux dispositif des "10%" garantissant à chacun-e que sa prime d'assurance maladie ne dépasse pas le 10% de son revenu. Rappelons que ce dispositif avait été proposé à l'époque par la gauche gouvernementale pour nous faire passer la pilule de la RIE III. **Aujourd'hui nous le payons à double : l'austérité budgétaire à cause des baisses d'impôts massives notamment dues à la RIE III, et le détricotage méthodique d'un des dits «compromis» majeurs, celui des 10%.**

Le délai de carence signifie qu'un mois entier supplémentaire de prime devra être payé par les ménages populaires, **alors que ceux-ci doivent déjà patienter de longs mois pour obtenir une décision**, et que l'Etat met en place parallèlement des campagnes afin de faire face au « non-recours » aux prestations sociales. Pour rappel, un premier mois de carence avait déjà été introduit en 2016. Une situation inique, hypocrite même, qui s'attaque directement aux conditions de vie des bénéficiaires du subside à l'assurance-maladie.

**La baisse généralisée de 5.15.- par mois des subsides, soit plus de 60 francs par année, dans un contexte de hausse généralisée des primes**, constitue une atteinte supplémentaire au budget déjà serré d'une partie toujours plus importante de la population. Près

de 40% des vaudois-e-s touchent un subside à l'assurance-maladie, et parmi eux bon nombre de travailleurs-euses précaires que le Conseil d'Etat compte assommer encore davantage. **Après la baisse des APL de 5€ de Macron en France, la version vaudoise de la mesquinerie sociale avec cette baisse de 5 CHF par mois.** Il est inacceptable qu'une partie de la gauche parlementaire ne se soit pas opposé à cette attaque au sein de la commission des finances puisqu'il a été approuvé par 12 voix contre 2.

**Cette baisse de 60 CHF est d'autant plus inacceptable que les montants des subsides n'ont pas été revalorisés depuis plus d'une décennie. Par exemple, le subside maximum pour une personne adulte plafonne à 331 CHF depuis 2013 !** À cette époque cela pouvait couvrir l'entier de la prime. Tout le monde sait que depuis ce n'est plus le cas. Après les cris d'orfraie du mois de septembre sur les hausses des primes, le Conseil d'Etat reconduit hypocritement année après année le même décret, avec les mêmes montants, réalisant ainsi une déconnexion majeure entre les primes payées et le montant des subsides. Voilà des millions d'économies cachées !

Au total des dizaines de millions d'économie réalisées directement sur le dos des classes populaires. En parallèle, les partis bourgeois continuent d'appliquer leurs politiques de baisses fiscales massives pour les plus nantis du canton. Le CLAP rappelle que l'accès aux subsides n'est pas un privilège, mais un droit indispensable pour garantir l'égalité d'accès aux soins. **Nous réaffirmons notre exigence d'un système transparent, équitable et automatique,** afin que toutes les personnes ayant droit aux prestations les reçoivent effectivement et sans obstacles administratifs.

**Nous appelons les organisations sociales, les syndicats, les collectifs et l'ensemble de la population à se mobiliser pour défendre les subsides, refuser ces attaques et exiger des politiques publiques qui protègent et étendent réellement les droits sociaux au lieu de les démanteler.**